

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SME

ZI de l'Ile Belon
51200 EPERNAY

Références : D3 i 2022 - 856
Code AIOT : 0005701591

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement SME implanté ZI Ile Belon 51200 EPERNAY. L'inspection a été annoncée le 03/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du site de la société SME à Epernay a été effectuée dans le cadre d'une action collective régionale visant principalement la gestion des déchets entrants et sortants des installations de tri, transit, regroupement de déchets dangereux ou non.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SME
- ZI Ile Belon 51200 EPERNAY
- Code AIOT : 0005701591
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La Société Métallurgique d'Epernay dite « SME » exploite, depuis le 19/11/1965 à Epernay, des installations de récupération de ferrailles et de démolition de matériel ferroviaire réformé.

Elle dispose également d'un agrément de centre VHU sous le numéro PR5100012D, pour une durée de 6 ans avec une échéance au 08/03/2025. Le dernier rapport reçu de contrôle de conformité au cahier des charges de centre VHU n'appelle pas de commentaire particulier de la part de l'inspection des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le registre des déchets entrants et sortants ;
- la situation administrative des installations ;
- la caractérisation des refus de tri ;
- la vérification électrique annuelle des installations ;
- la vérification des moyens de lutte contre l'incendie ;
- le stockage temporaire de certains déchets avant expédition.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Entreposage déchets métalliques	Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 7.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
3	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b	/	Sans objet
4	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1	/	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
8	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de la société SME à Epernay est exploité de manière satisfaisante au regard des prescriptions applicables à ses installations de tri, transit, regroupement de métaux et ferrailles et, de centre VHU.

L'inspection des installations classées demande toutefois à ce qu'une procédure interne soit établie rapidement pour formaliser la gestion des déchets refusés par l'exploitant (modalités des contrôles comprenant la traçabilité et la quantification des "refus").

L'inspection des installations classées demande également que soit rappelé à l'exploitant ses obligations en matière de stockage temporaire de certains déchets légers d'aluminium et plastique en mélange pour limiter leur envol en entrée de site, à proximité notamment d'une voie ferrée en service. Dans ce cadre, sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit prendre des dispositions appropriées qui lui permettent notamment d'éloigner le stockage de ce type de déchets au minimum à 20 mètres des limites de propriété du site, conformément aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 qui s'appliquent à ces installations de tri transit regroupement de déchets relevant de la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Actions nationales 2022, registre déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence du registre chronologique des déchets entrants, sous format informatique. Les informations nécessaires au suivi conforme sont présentes pour les déchets entrants, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet ;- la dénomination, nature et quantité ;- le code du déchet entrant ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne (pesée systématique du livreur à l'entrée puis en sortie et enregistrement automatique de la différence ayant valeur de "quantité entrante"). Les déchets entrants sont livrés par des producteurs connus de l'exploitant avec établissement d'une Fiche d'information préalable (FIP) du déchet produit. Ces fiches attestent de l'origine, de la gestion et du transport du déchet : <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de réception. Les codes déchets admissibles dans les installations sont cohérents avec les activités des installations autorisées (VHU, déchets métalliques issus du transport ferroviaire, batteries véhicules, etc.). Les refus de tri font l'objet d'un contrôle visuel (le livreur repart avec son chargement) mais ne font pas l'objet d'un suivi sous registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2022, registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient les informations réglementaires nécessaires.
Constats : L'inspection des installations classées constate la présence, sous format informatique, du registre chronologique des déchets sortants. L'ensemble des informations relatif à leur gestion est présent, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet ;- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique (batteries VHU, boues nettoyage séparateur hydrocarbures, etc.) ;- la quantité de déchet sortant (en tonnes). La gestion des déchets dangereux s'opère dorénavant par l'usage de l'outil informatique "Trackdéchets". Exemple concret pour des batteries de VHU sorties le 01/07/2022 du site SME, sous code déchet 16 06 01* (accumulateurs au plomb) avec informations issues du BSD n° BSD-20220701-7B34A30WG : Concernant l'origine du déchet, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet "SME Epernay" ; Concernant la gestion, le transport et la destination du déchet, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro de SIRET, la quantité du destinataire du déchet : Métal Blanc à Bourg-Fidèle avec 12.66 tonnes acceptées le 01/07/2022 ;- la raison sociale, le numéro SIRET, l'adresse du transporteur, la date de prise en charge le 01/07/2022 : Durbecq Solutions basé à Rocroi.- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement avec code R4 "valorisation".... matières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b
Thème(s) : Autre, Contrôles à l'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations comportent chacune des aires de débâchage, d'attente et de déchargement, à l'intérieur du site pour la réception des différentes catégories de déchets (voire sous catégories pour les métaux), par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2718-1 : regroupement des batteries de VHU dans rétention étanche ; - 2713-1 : déchets métalliques (différents métaux, regroupés séparément) ; - 2712-1 : véhicules hors d'usage (VHU). <p>L'exploitant déclare travailler avec des industriels pour la réception de leurs déchets, sur la base :</p> <ul style="list-style-type: none"> -> de fiches d'information préalable, valides, régulièrement actualisées ; -> de contrôles visuels systématiques lors de l'admission des déchets ; -> d'un bon de pesée qui est délivré à la réception de chaque chargement ; -> l'ensemble étant tracé et géré sous forme de registres informatisés. <p>L'inspection n'a pas relevé d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1
Thème(s) : Autre, Identification des différents Entreposages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. - Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
Constats : L'inspection des installations classées constate que les différentes aires (réception, tri, transit...) sont distinctes et identifiées/délimitées : aires de tri et de stockages des métaux triés, aires d'accueil des VHU, des VHU dépollués, etc. Les conditions de stockage sont respectées pour la plupart des déchets, notamment les VHU. Toutefois, en entrée de site, un stockage de déchets faits de copeaux d'aluminium et de plastique ne respecte pas l'ensemble des prescriptions applicables prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-A-10-IC du 20 février 1996. Cette non-conformité nécessite ainsi d'être reprise dans un autre constat, différent de celui-ci qui prend appui sur l'arrêté ministériel du 06/06/2018 en son article 13-IV alinéa 1 pour traiter la thématique "Entreposage des déchets". L'inspection des installations classées ne propose pas de suite pour le présent constat.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des anomalies à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d
Thème(s) : Autre, Procédure de refus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté qu'il n'existait pas de méthode formalisée pour le suivi des refus de tri.</p> <p>Sur la base des déclarations de l'exploitant, la limitation des refus de tri s'appuie sur l'existence et la mise à jour des fiches d'information préalable établies par les producteurs/transporteurs de déchets avec lesquels SME Epernay à l'habitude de travailler de manière majoritaire.</p> <p>Un contrôle visuel systématique est effectué à chaque livraison, sans que le refus éventuel soit alors tracé et quantifié (sauf si le refus est total puisque la pesée des entrants est systématique).</p> <p>L'inspection des installations classées demande à ce qu'une consigne soit établie par l'exploitant pour la gestion des anomalies à l'admission des déchets et lui soit transmise sous un délai de deux mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate par sondage de la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ; - de plans de bâtiments, avec descriptions des dangers associés ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; - de réserves de sable meuble ou matériaux assimilés et des pelles ; - du rapport conforme de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie réalisé le 08/04/2022. <p>Le personnel est régulièrement formé/ 2 ans à la manipulation des extincteurs ou au feu sur VHU.</p> <p>L'inspection des installations classées ne propose pas de suites pour ce constat.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Autre, Installations électriques et mise à la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'inspection des installations classées a pu vérifier la présence des rapports des derniers contrôles effectués sur les installations électriques et vérifier la levée des éventuelles non conformités indiqués dans les documents. Le dernier rapport date du 04/07/2022. L'inspection des installations classées ne propose pas de suites pour ce constat.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Autre, Isolement du réseau de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être polluées lors d'un incendie ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie [...]. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.
Constats : L'inspection des installations classées a vérifié le suivi conforme et le bon fonctionnement des installations de traitement des eaux pluviales de voirie (avant rejet au réseau d'assainissement urbain.). Les boues issues de ce traitement sont évacuées du site chaque année, comme lors du dernier nettoyage de ce dispositif réalisé le 13/10/2021 sous BSD n° 205503. L'inspection des installations classées ne propose pas de suites pour ce constat.
Observations : Principe de traitement des eaux de pluie de voirie - collecte et prétraitement des eaux de pluie - stockage et lissage des volumes à traiter - prise des eaux de pluie (hors toiture) et transfert vers la station - séparateur d'hydrocarbures - conditionnement chimique (coagulation puis floculation) - séparation par décantation - reprise et filtration sur filtres particuliers - élimination DCO soluble sur filtres à charbon actif - contrôle final avant rejet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entreposage déchets métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/1996, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, stockages temporaires (envols déchets métalliques)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Stockages temporaires : Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles, des infiltrations dans le sol, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : L'inspection des installations classées constate qu'une quantité importante de déchets métalliques est stockée en entrée de site (voir photo jointe) et qu'à ce titre il existe une possibilité de dispersion par envol de ce type de déchets non dégradables à l'extérieur du site, à proximité d'une route et d'une voie ferrée, non loin d'un cours d'eau La Marne (à 100 m) et d'un captage d'alimentation en eau potable (à environ 400 m). La hauteur de ces déchets est estimée à 4 mètres le 07/10/2022. L'inspection des installations classées constate cependant que : <ul style="list-style-type: none">- ces envols de déchets plastico-aluminés peuvent se produire en dehors des heures ouvrables notamment en weekend sans intervention humaine immédiate pour minimiser le risque ;- quelques déchets plastiques sont présents dans la haie placée en bordure de site, à proximité de l'entrée ;- très peu de déchets, y compris ceux attribuables aux activités de SME, sont présents sur la voie ferrée et la route longeant le site. L'inspection des installations classées demande à ce que ce type de stockage soit effectué à au moins 20 m des limites de propriété, conformément aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 qui s'appliquent à ces installations de tri transit regroupement de déchets relevant de la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE : "[...] ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120". L'inspection des installations classées demande à ce que ces dispositions soient rappelées à l'exploitant. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure rédigé en ce sens est joint au présent rapport pour que ces prescriptions soient respectées sous un délai de 3 mois à compter de sa notification. Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 1996-A-10-IC du 20/02/1996 seront rappelées également à l'exploitant pour les articles suivants : <ul style="list-style-type: none">- article 2.3 : conception des installations pour limiter les émissions de polluants ;- article 3.4 : propreté du site ;- article 7.2 : stockages temporaires sans risque d'envol des déchets. Avant expiration du délai prescrit, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments qu'il juge nécessaires pour justifier de la mise en conformité de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois